Cahier de doléances du Tiers État de Montaigu-la-Brisette (Manche)

La communauté de la paroisse de Montaigu assemblée au son de la cloche, d'après l'annonce faite au prône de la messe paroissiale au lieu et en la manière accoutumés pour cet effet, en vertu de l'avertissement de M. le lieutenant général du bailliage de Valognes et de MM. les officiers municipaux pour l'exécution de la Lettre du Roi et du règlement fait par Sa Majesté le 24 janvier dernier aux fins de la convocation des prochains États généraux, a l'honneur de vous observer que son vœu est :

1° De rendre à la province ses anciens États particuliers, dans la forme et proportion qui vient d'être adoptée pour les États généraux, aux fins d'administrer les impôts, le commerce et tout ce qui intéresse le bonheur de la province ;

2° Que toutes les entraves qui gênent et font languir le commerce soient supprimées, pour le ranimer et lui donner une nouvelle activité ;

3° Que tous les impôts soient simplifiés et répartis avec équité sur un seul et même rôle suivant les facultés d'un chacun ;

4° Que les milices de terre soient totalement supprimées, ainsi que celle des matelots et canonniers garde-côtes ; c'est tirer des sujets du sein des cultivateurs pour les faire passer sur un élément d'où il n'en revient que fort peu, n'y étant pas naturalisés ;

5° Que le clergé et la noblesse, qui sont également sous la protection de l'État, en partagent les charges comme les autres sujets ;

6° Que les lois actuelles soient révisées pour en réformer les abus, à l'effet de faire un code simple, clair, précis et intelligible qui anéantisse pour toujours l'hydre de la chicane ;

7° Qu'il plaise à Sa Majesté fixer le retour périodique des États généraux à des époques invariables de trois ans en trois ans ;

8° Que les frais des procédures soient diminués et les formes des écritures simplifiées ainsi que les qualités de MM. les Grands Baillis ;

9° Que MM. les évêques, ecclésiastiques et autres ne possèdent qu'un bénéfice et soient résidents dans le lieu où il sera situé ;

10° Qu'à chaque bénéfice-cure vacant le seigneur évêque ou tout autre nominateur aient à y nommer un prêtre diocésain, lequel immédiatement après sera tenu de se rendre à son bénéfice et que les déports soient totalement supprimés ;

11° Que tous les MM. curés ou autres décimateurs, comme aussi les nobles et chaque particulier, aient à payer dans l'endroit où leurs biens seront situés ;

12° Que MM. les décimateurs aient seuls dans les paroisses la charge des reconstructions et entretien des presbytères et non les paroisses ;

13° Que tous les chemins riverains soient entretenus aux frais des communautés ;

14° Que tous les receveurs des tailles, contrôleurs, receveurs des aides et gabelles soient supprimés, étant fort dispendieux et onéreux à l'État ;

15° La réformation totale des commis ;

16° La destruction des colombiers et garennes de ceux qui n'y sont pas autorisés par Sa Majesté ou qui ne payent pas les droits dus en conséquence ;

- 17° Que tous les curés qui possèdent moins de 2000 livres de revenus soient augmentés au détriment des grosses abbayes ;
- 18° Qu'il soit fait un arrondissement par paroisse pour le recouvrement des impôts et pour les bailliages ;
- 19° Que les seigneurs ou autres n'aient plus le droit, sur le simple rapport d'un garde-chasse ou autre, de faire emprisonner un sujet sous titre qu'il a des armes à feu chez lui pour sa propre défense ;
- 20° Que les forêts et bois du roi soient repeuplés, attendu que l'on est sur le point d'en manquer, et c'est un des premiers nécessaires de l'État ;
- 21° Qu'il soit fondé une école au détriment des gros décimateurs ;
- 22° Que les seigneurs auxquels il est dû des rentes foncières ou seigneuriales soient tenus d'en diminuer les droits à leurs vassaux ;
- 23° Que les voix soient choisies par tête et non par ordre ;
- 24° Qu'il ne sera mis aucuns impôts que du consentement de la nation, qu'après l'examen des comptes de MM. les ministres de recette et de dépense, qui seront après par une assemblée des États, seront reçus ou ne le seront pas.

Le présent cahier fait, arrêté et signé par les habitants de ladite communauté de Montaigu le 1^{er} mars 1789.